

# Madagascar : Survol hebdomadaire de la presse francophone

## N°15 (du 11 au 17 avril 2011)

### La crise politique

◆ **La délégation de la COI confirme son soutien du processus de sortie de crise de la Sadc.** Le ministre des Affaires étrangères de Maurice a affirmé que « *la feuille de route est incontournable dans le processus de sortie de crise* » et que « *la classe politique n'a pas le droit de tenir en otage le peuple malgache* ». Il demande que soit donnés à la CENI « *les moyens nécessaires pour que le peuple malgache puisse exercer son droit de citoyen d'aller aux urnes* », sans se prononcer sur le calendrier électoral qui est toujours en débat. Il s'engage à lancer un appel à la communauté internationale pour que les moyens nécessaires soient accordés à une CENI dont l'indépendance serait garantie. Les trois mouvances, qui reprochent à la COI sa « *partialité* » n'ont pas souhaité rencontrer la délégation, elles ont remis un courrier présentant leur position. Elles reprochent à la COI de vouloir s'immiscer dans la médiation en cours confiée par les Nations Unies à la Sadc. Yvette Sylla réplique que la visite s'est faite avec l'aval de l'UA et de la Sadc. Certains voient dans cette initiative de la COI l'action souterraine de la diplomatie française. La délégation aurait conseillé aux trois mouvances d'intégrer le processus en cours, sinon de se déclarer dans l'opposition, en prenant exemple sur Maurice. Arvin Boolell annonce la convocation d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de la zone, à laquelle sera invitée la ministre malgache des Affaires étrangères. *La Gazette* s'interroge « *sur la cordialité spéciale de l'île Maurice à l'endroit du régime de Transition* », alors qu'en 2009 elle avait fermement condamné le « *coup d'Etat* ». Outre les intérêts économiques de Maurice à Madagascar, le quotidien rappelle que l'île a profité de la crise pour conclure en 2010 un accord de cogestion avec la France sur Tromelin, île revendiquée par Antananarivo.

◆ **La visite de la délégation de la COI, suivie de peu par celle de l'OIF, conforte le régime dans la certitude que la reconnaissance internationale est en marche.** La délégation de l'OIF juge possible l'organisation d'élections d'ici « *6 à 7 mois* » mais elle précise qu'il n'est pas dans ses missions d'apporter un financement. Andry Rajoelina se prononce d'ailleurs en faveur d'un financement sur fonds propres, qui va nécessiter une modification de la loi de Finances 2011. La Transition semble redouter les contreparties d'une aide financières extérieure, notamment la participation des exilés aux scrutins. Mais une certaine presse se demande si la Transition n'a pas déjà reçu des engagements occultes de la Chine et de la France.

◆ **La Turquie invite Andry Rajoelina à effectuer son premier voyage officiel à l'étranger.** Il participera en mai à la Conférence des Nations unies sur les PMA. Étant dans l'antichambre de l'UE, la Turquie a encore un pied à l'extérieur et depuis plusieurs années elle étend son champ d'action en Afrique. Avantage : elle n'est pas assujettie aux Accords de Cotonou ni aux décisions de la Commission paritaire UE/ACP.

◆ **La CNOSC juge que le climat politique reste très tendu et qu'il faut ramener toutes les mouvances au dialogue avant les élections.** « *La consultation électorale peut être l'élément ultime de résolution de crise. Mais elle peut devenir une occasion de transformer la crise d'une manière plus grave et plus complexe* ». Elle note qu'à 6 mois des élections (si le calendrier de la Transition est confirmé), « *personne ne connaît les candidats éligibles ou non éligibles. Par conséquent, on ne connaît pas leurs programmes. On risque, cette fois-ci encore, de voter n'importe comment* ».

◆ **Seces : « La feuille de route n'est qu'une mascarade ».** Le syndicat des enseignants-chercheurs s'aventure sur le terrain politique. Il déplore l'absence de souveraineté nationale. « *Avec la feuille de route, la communauté internationale fait de l'ingérence. [...] Cette feuille de route n'est qu'une mascarade. C'est la communauté internationale qui dicte les solutions de sortie de crise* ». Les universitaires se prononcent également pour la réappropriation du contrôle des ressources naturelles.

◆ **La session extraordinaire du Parlement devrait s'ouvrir le 8 mai.** En priorité : l'examen des textes sur le Code électoral, l'amnistie, le statut de l'opposition et le « *statut particulier des chefs de l'État* ».

◆ **Les opposants tentent de former un bloc.** Le rapprochement devrait aboutir à la signature d'un accord. Des représentants de l'association « *Vonjy Aina* » de Raymond Ranjeva et de l'Association des Maires de Madagascar (AMM) se sont, entre autres, ralliés aux trois mouvances. L'ancien Premier ministre de la HAT, Monja Roindefo, n'a pas encore fait connaître sa position. Des dirigeants religieux ont été contactés.

◆ **L'armée tente une nouvelle fois de restaurer ses valeurs et de refaire son unité.** Le ministre met en avant la nécessaire neutralité de l'armée. L'implication des militaires dans la résolution de la crise ne ferait qu'en provoquer une autre, met-il en garde, dans une allusion à la récente lettre ouverte de généraux à la retraite appelant à la démission d'Andry Rajoelina, et au message codé adressé à ses cadres par le ministre au sujet de Monja Roindefo, suspecté de vouloir commettre un coup de force avec le concours de d'éléments de l'armée. Ces événements ont une nouvelle fois semé le trouble. L'armée se dit déterminé à lutter contre la corruption en son sein. S'agissant de la circulation d'armes de guerre, beaucoup d'entre elles seraient issues des brigades de gendarmerie. Une remise en ordre et des sanctions sont annoncées.

◆ **Le flou persiste autour de l'élargissement de la composition du Congrès, du CST et de la CENI.** Des tractations se dérouleraient avec les entités majeures qui n'ont pas encore de représentants. La CENI, déclare attendre que soient désignés les 3 représentants de l'opposition dont le siège reste vacant.

## Droits humains, gouvernance

◆ **Le Département d'État accable la Transition dans son rapport 2010 sur le respect des droits de l'homme.** Le parti Tgv relativise les accusations : « *Nous sommes dans une période de Transition, causant ainsi une certaine désorganisation de la gouvernance, d'où l'insécurité et les instabilités* », explique-t-il, suggérant aux américains de venir en aide au régime en l'aidant à organiser les futurs scrutins. La ministre de la Justice affirme vouloir réagir. La police, elle aussi pointée du doigt, admet qu'il ait pu y avoir des « *dérapages* ». *La Gazette* explique que les Etats-Unis se posent toujours en donneurs de leçon dans le monde et dénonce les propos sévères récemment tenus par le secrétaire d'Etat adjoint du Bureau des affaires africaines. Celui-ci considère que Madagascar n'a fait en 2010 aucun progrès dans la voie du retour à la normalité et que ses « *dirigeants entêtés cherchent à manipuler le processus démocratique en leur faveur* ». Le quotidien suppose que ce parti-pris s'explique par la proximité de Marc Ravalomanana avec l'Eglise presbytérienne et des groupes pétroliers. Les USA auraient été victimes de campagnes d'intoxication. Certains observateurs rappellent que de 2002 à 2009 les américains n'ont émis aucune critique à l'encontre du régime Ravalomanana, malgré le non-respect manifeste des droits de l'homme. « *Que le gouvernement américain fasse d'abord le ménage chez lui* », titre *Madagate*. Pour Andry Rajoelina, « *on voit bien que Madagascar se trouve à des kilomètres des États-Unis parce que, apparemment, leur rapport est loin de la réalité qui prévaut à Madagascar* ». Prenant à témoin les médias, il déclare : « *En parlant de démocratie et de liberté de presse, vous êtes tous témoins que pendant cette période transitoire, il n'y a eu aucune censure à Madagascar* ». Il affirme vouloir « *mener des séries d'actions diplomatiques dans les pays anglophones afin d'expliquer l'évolution de la situation* ». Le monde anglophone est considéré par le président comme « *peu au courant des aspirations du peuple malgache* ».

◆ « **Solidarité aux victimes du non-droit** » annonce son implantation dans les régions. Un réquisitoire sera adressé à l'ONU ainsi qu'à d'autres instances au sujet du traitement des « *détenus politiques* ».

◆ **L'ancien Premier ministre de Didier Ratsiraka, Tantely Andrianarivo, veut être fixé sur son sort.** Il s'est rendu à la prison d'Antanimora, 9 ans après sa détention dans ces mêmes lieux, pour reconforter les détenus et interpeller les autorités sur la lenteur de la Justice. Il a déclaré : « *9 ans après, j'attends toujours la décision de la Cour de Cassation. Le pouvoir transitoire a estimé l'affaire non encore justiciable pour raisons politiques* », ce que confirme la ministre de la Justice.

◆ **La proportion d'enfants dépourvus d'acte de naissance reste élevée, malgré de notables progrès.** Ce droit fondamental n'est pas encore effectif. En 2009, plus de 22% des enfants n'étaient pas enregistrés. C'est à partir de cette constatation qu'un programme national a été mis en œuvre. En 2007, la proportion était encore de 31%. Ces interventions concernent 511 communes sur 700.

◆ **Un numéro vert pour les droits des enfants.** Le représentant de l'Unicef, indique qu'un numéro gratuit a permis à plus de 27.000 personnes d'effectuer des signalements. La ligne sera étendue à 11 villes.

◆ **Le nombre d'enfants non vaccinés augmente.** Selon l'Unicef, il est passé de 76.078 en 2005 à 111.318 en 2010. Les raisons de cette hausse seraient la non-accessibilité de certaines zones et l'ignorance des parents. « *Les gens doivent parfois marcher pendant trois jours pour arriver au centre de santé* », admet le ministre de la Santé, qui compte mettre en œuvre des « *techniques d'approche* ».

◆ **Liberté d'expression : polémique autour des autorisations de rassemblements publics.** Le rejet de la demande d'autorisation du KMD en vue d'une réunion « *Place de la Démocratie* », ainsi que la réponse favorable « *mais au dernier moment* » à la demande du Mouvement des Ecclésiastiques (HMF) qui avait prévu un rassemblement à Antsahamanitra, ont provoqué de nombreuses réactions. Le KMD a reçu une réponse négative pour « *vices de forme* ». Une nouvelle demande sera déposée. Sans renier son soutien à Andry Rajoelina, il souhaite que les autorités respectent la liberté d'expression et définissent des règles claires en la matière. De son côté, le pasteur Mickaël Ravelosoa du HMF évoque une intention de mettre les organisateurs dans l'embarras, la préfecture de police ayant sciemment donné son accord très tardivement.

◆ **Contrôle de l'information politique au sein de la chaîne publique TVM.** *Midi* révèle qu'une note interne destinée à la rédaction ordonne que toute information à caractère politique soit soumise au préalable à l'approbation du DG de l'ORTM. « *Cette pratique a un nom : censure déguisée* », écrit le quotidien.

◆ **Tous les ministres ont déclaré leur patrimoine au Bianco.** Une excellente nouvelle que la presse relativise : on ignore quels sont les émoluments des hauts commis de l'Etat et on ne sait pas de quoi est constitué leur patrimoine. Le président de la Transition ne semble pas concerné par cette disposition. Albert Zafy lui demande de s'y soumettre. Les membres du CST, du CT, ainsi que ceux du Comité Militaire pour la Défense Nationale (CMDN) auraient manifesté l'intention faire une déclaration.

## Economie - Social

◆ **Priorité à la lutte antiacridienne.** La surface infestée, est en nette augmentation. 150.000 hectares sont en cours de traitement. Le programme est financé dans le cadre d'un partenariat entre l'État et la FAO.

◆ **Les victimes de litiges fonciers créent une association.** De nombreuses personnes se victimes d'expropriation abusive ou de litiges, alors qu'elles sont propriétaires dans leur bon droit mais ne peuvent s'opposer aux agissements des puissants.